



NOTE DES AUTORITES FRANÇAISES

OBJET : Réponse des autorités françaises à la consultation de la Commission européenne « Moderniser la normalisation dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'UE – Vers l'avenir »

Les autorités françaises remercient la Commission pour la publication du Livre blanc « Moderniser la normalisation dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'UE – Vers l'avenir » et le lancement de la consultation correspondante.

Les autorités françaises ont considéré que la consultation engagée par la Commission ne peut être traitée sans rappeler les Conclusions du Conseil sur la normalisation et l'innovation du 25 septembre 2008.

Pour la meilleure compréhension de sa réponse, les autorités françaises précisent l'utilisation qu'elles ont retenue pour quelques termes dans la suite du document :

- Le terme "norme" est employé comme se rapportant à des documents utilisés en référence à la réglementation ou à la normalisation institutionnelle en réponse à un mandat de normalisation
- Le terme "standard" est utilisé pour désigner un document produit par un organisme non officiel (forum ou consortium) ou par les organismes (ESO) officiels n'ayant pas suivi le processus normal de la normalisation : consensus, enquête public et approbation formelle.
- Le terme "référentiel" se rapporte à un ensemble de dispositions (données, prescriptions, recommandations, définitions, etc.) qui sert de référence dans un dispositif donné.

Question a) La Commission propose que ces caractéristiques soient prises en compte dans la future politique de normalisation dans le domaine des TIC.

Réponse FRa) Les autorités françaises sont favorables à l'intégration proposée.

Mais elles considèrent que la simple citation de tous ces attributs est insuffisante pour venir à l'appui des politiques communautaires.

Pour les autorités françaises, l'attribut essentiel qui peut justifier d'associer un standard à une législation ou une politique, est sa pertinence par rapport aux besoins ou exigences exprimés dans la législation. La pertinence par rapport aux besoins du marché (si on admet de ne pas considérer la réglementation comme une composante de tout marché) est, d'un point de vue économique, plus un enjeu pour les acteurs qui investiront dans les produits ou les services.

Enfin, il faudra être attentif à distinguer les attributs selon qu'ils s'appliquent à un standard (et aux conditions particulières dans lesquelles il a été élaboré) ou à la structure dans le cadre de laquelle il a été élaboré (la maintenance est ainsi plus un caractère de l'organisation que celle d'un standard considéré à un moment donné).

Par ailleurs, la France insiste sur le fait qu'il faudra veiller à ce que les standards concernés soient cohérents avec les besoins des politiques communautaires.

Question b) La Commission propose de mettre à jour les dispositions relatives aux marchés publics de la décision 87/95, de sorte que les autorités publiques puissent acquérir plus facilement des services, applications et produits TIC répondant à leurs exigences spécifiques et garantissant notamment un niveau d'interopérabilité approprié.

Réponse FRb) Dans un domaine marqué par des évolutions fondamentales sur plus de vingt ans, une Décision de 1987 est indéniablement à mettre à jour.

Mais la formulation de la question laisse supposer que le processus fait reposer le mécanisme d'acquisition sur une évaluation individuelle par l'autorité publique concernée (besoins, et interopérabilité) ce qui pourrait apparaître banal. La question c) est plus intéressante car elle introduit la notion d'interfaces normalisées.

Question c) La Commission propose de clarifier que la mise en oeuvre d'interfaces normalisées, définies dans le contexte de stratégies TIC, d'architectures et de cadres d'interopérabilité, peut être imposée dans les procédures de marchés publics, dès lors que les principes d'ouverture, d'équité, d'objectivité et de non-discrimination ainsi que les directives sur les marchés publics sont respectés.

Réponse FRc) L'administration française pense que le point introduit ici est important et y est favorable. Ce faisant, elle note que la clarification proposée représentera un travail important qui ne peut se limiter à des aspects de standardisation : la mise au point d'un cadre, son acceptation dans l'espace communautaire seront des étapes à franchir en amont ou en marge de la normalisation. Il faudra aussi parfois rompre avec le principe d'application volontaire des normes, pour en rendre certaines obligatoires par exemple dans le cadre de normes d'interopérabilité. Dans ces cas, le choix de standards ne se justifierait pas par référence à des exigences essentielles, mais pour atteindre un objectif de déploiement ou de performance de services de communication.

Pour atteindre les objectifs visés, il serait nécessaire que la Commission encourage les instances de normalisation à clarifier et définir le concept d'interopérabilité.

Question d), e) et f)

d) La Commission propose de consulter régulièrement les acteurs de la normalisation et de la recherche, et en particulier les plateformes technologiques européennes, afin de garantir que les initiatives européennes dans le domaine de la recherche contribuent le plus efficacement possible aux activités de normalisation dans les TIC.

e) La Commission propose que les normalisateurs adaptent leurs procédures si besoin est, de façon à garantir que les contributions des organismes de recherche, des consortiums et des projets facilitent la production de normes TIC dans de brefs délais.

f) La Commission propose que les États membres envisagent une approche similaire pour toutes les initiatives de R&D en matière de TIC au niveau national.

Réponse FRd,e,f) Toute initiative visant à améliorer les conditions de transfert de résultats de la recherche en des activités de normalisation ne peut qu'être encouragée.

Il convient néanmoins de garder à l'esprit que la normalisation doit rester proche des réalités économiques et viser à la faisabilité des standards mis au point, ce qui n'est pas toujours la priorité de certains projets ou acteurs de la recherche.

Moyennant cette précaution, et dans le respect des conclusions du Conseil sur la normalisation et l'innovation du 25 septembre 2008, Les autorités françaises sont favorables aux trois suggestions.

Il est également utile de garder à l'esprit que les conditions d'exécution des projets de recherche (au sens des programmes cadres lancés par la Commission) sont très différentes des celles des travaux de normalisation ; une équipe constituée pour travailler sur un sujet de recherche n'a que peu de raisons de se maintenir pour poursuivre une activité de normalisation (par exemple : certains partenaires ne sont plus intéressés par absence d'enjeux de marchés à développer, par ailleurs la normalisation exige l'ouverture de l'équipe de recherche initiale, qui par construction est « fermée » lorsque le projet de recherche a été attribué.

L'adaptation des méthodes est donc à mener des deux « côtés » tant en encourageant les « chercheurs » à préparer les phases ultérieures de leur travail, dont la normalisation est toujours une éventualité, qu'en encourageant les normalisateurs à explorer régulièrement en quoi les travaux de recherche sont porteurs de marchés nouveaux. Le mécanisme doit être assez largement laissé à l'initiative des diverses organisations qui auront à établir des accords sur des points parfois très spécialisés et en fonction d'enjeux spécifiques.

Dans cette perspective, les pouvoirs publics doivent créer le cadre favorable aux échanges entre ces deux catégories d'acteurs, en évitant l'écueil d'un pilotage trop fin ou de procédures trop contraignantes.

En ce qui concerne la question f), la France est favorable à cette proposition.

Question g) La Commission propose que les organismes de normalisation dans le domaine des TIC, sous réserve du droit de la concurrence et du respect des DPI,

- mettent en oeuvre, dans le domaine des DPI, des politiques claires, transparentes et équilibrées qui n'engendrent pas de discrimination et permettent la concurrence entre les différents modèles commerciaux,

- garantissent l'efficacité des procédures concernant les notifications de DPI,

- envisagent une déclaration des conditions de licence les plus restrictives, précisant si possible les taux (maximum) des redevances avant l'adoption d'une norme, en tant que méthode possible pour améliorer la prédictibilité et la transparence.

Réponse FRg) Dans le texte explicatif qui précède les questions relatives à la propriété intellectuelle, la distinction entre les droits de licence (à payer au propriétaire d'un brevet pour mettre en œuvre une norme) et des redevances ou frais d'adhésion (à payer pour accéder au texte d'une norme par exemple) n'est pas toujours claire.

De même le texte entretient malheureusement, de l'avis des autorités françaises, une confusion entre les notions de standard ouvert (qui définit des fonctionnalités ou des performances pour qu'elles soient réalisées par plusieurs systèmes à interconnecter) et la source ouverte.

Or une source ouverte (traduction de l'anglais « open source ») correspond plus à un produit ou composant logiciel (fichier ou programme) et non à un standard fonctionnel. Il est très dommage que les pouvoirs publics communautaires ne fassent pas preuve de plus de rigueur dans l'utilisation de ces notions, encourageant par leur mauvais exemple des controverses aussi inutiles que longues dans presque toutes les réunions ou conférences qui traitent de sujets de normalisation des TIC ; la France souhaite une action de la Commission pour corriger cette situation.

En ce qui concerne les trois points de la question, la France pense d'abord que leur formulation gagnerait à être corrigée. L'expression « la Commission propose » introduit des actions qui ne relèvent pas de cette même Commission, ce qui amène à s'interroger sur la valeur ou la force des propositions. Nous comprenons donc qu'il s'agit d'encourager les organismes de normalisation à adopter certaines dispositions.

Moyennant cette hypothèse, la France est favorable aux trois points proposés mais souhaite faire deux remarques :

- il serait bon d'indiquer comment la Commission peut inciter effectivement les organismes de normalisation à adopter ces dispositions : par exemple en faisant du respect des propositions une condition supplémentaire, ajoutée aux attributs cités dans la question a) pour admettre une organisation dans le futur cadre européen.
- Le troisième point, qui encourage les organismes de normalisation à convenir des « taux (maximum) des redevances avant l'adoption d'une norme » peut relever du droit des ententes commerciales, et ceci peut justifier d'un accompagnement par les pouvoirs publics communautaires et nationaux.

Ceci étant, la Commission devrait continuer à soutenir les initiatives pour améliorer ou préciser les principes des politiques existantes et notamment le modèle FRAND.

En complément à sa réponse, La France insiste aussi sur la nécessité d'assurer l'accès gratuit à tous les référentiels sémantiques relatifs aux TIC et notamment pour les échanges électroniques pour l'administration électronique.

Question h) La Commission propose d'autoriser les références aux normes de forums et de consortiums spécifiques dans la législation et les politiques de l'UE sous réserve d'une évaluation positive de la norme et des procédures du forum ou du consortium sur la base de la liste des caractéristiques telle que décrite au point 2.1.

Réponse FRh) La question semble envisager la référence aux normes sur la seule base d'une évaluation « positive » du standard candidat et des attributs du forum qui l'a produit. La notion d'évaluation doit être précisée. Pour la France, il est impératif, entre autres, de prévoir de soumettre le document susceptible d'être référencé à la procédure d'enquête publique, comme ceci est la règle pour tous les projets de norme. Il conviendrait d'ajouter cette exigence aux critères énumérés dans la question a).

Question i) La Commission propose de promouvoir une coopération renforcée entre les forums et les consortiums, d'une part, et les OEN, d'autre part, sur la base d'une procédure qui conduirait à la publication de normes par les OEN.

Réponse FRi) La France est favorable à l'esprit de cette question ; mais pense qu'il faut aller plus loin qu'une promotion de la coopération entre les forums et consortiums et les OEN. Le futur cadre européen doit permettre de définir des modalités précises d'une coopération en évitant de dégrader les conditions du pilotage de la normalisation. La France considère que l'existence d'un nombre limité d'OEN constitue un avantage pour produire des collections de normes cohérentes ; si une ouverture est faite quant aux participations dans la production de normes harmonisée ou de référence, il conviendrait de développer et renforcer un rôle de plateforme pour les OEN existants ; cela éviterait d'avoir au niveau de la Commission à étudier techniquement des documents normatifs de sources multiples, car il s'agit d'un travail de normalisation que les acteurs concernés doivent mener ensemble. Mais il demande aussi de gérer et de maîtriser des procédures que les OEN ont intégrées dans leur fonctionnement et la disposition proposée par la France évitera aux autres organisations d'investir dans cette maîtrise tout en créant effectivement les habitudes de collaboration. Il s'agit donc bien d'aller au-delà de la question i) et de l'enrichir.

Question j) La Commission propose la mise en place d'une plateforme politique pour la normalisation dans le domaine des TIC; celle-ci aurait un caractère permanent et associerait de nombreux acteurs (avec une composition plus large que le comité SOGITS des États membres mis en place précédemment par la décision 87/95 du Conseil) et son rôle serait de conseiller la Commission sur toutes les questions liées à la politique européenne de normalisation des TIC et à une mise en œuvre efficace.

Réponse FRj) Pour la France cette proposition est une priorité ; le fonctionnement de cette plateforme, outre le fait de produire des avis et d'améliorer la préparation des mandats et leur suivi, aiderait à développer un esprit de collaboration déjà souhaité en i).

Mais l'introduction de cette plateforme doit être accompagnée d'une réduction/simplification des structures trop nombreuses qui interviennent déjà dans la coordination des instances de normalisation et des forums. Il semble également utile de prévoir, avec la création de cette plateforme, la clôture du GHF de normalisation des technologies de l'information (SOGITS).

Tout en attendant de cette plateforme qu'elle donne une meilleure visibilité sur les activités de normalisation dans leur ensemble et entre tous les acteurs, la France veut aussi relever le besoin d'une fédération des besoins qui relèvent des différents Etats membres en matière de données sémantiques ou de procédures de l'administration électronique (eGovernment). Ce besoin ne peut être pris en compte dans la plateforme envisagée, mais il demande à la fois une amélioration des initiatives déjà menées par la Commission (normes d'interopérabilité par exemple) ainsi qu'un effort (communication, amélioration de procédures) pour faciliter et renforcer l'implication des Etats membres

Question k) La Commission propose d'inviter les OEN et les autres organismes de normalisation dans le domaine des TIC à revoir le fonctionnement et la composition de l'actuel ICTSB de façon à le rendre plus efficace.

Réponse FRk) L'invitation s'adresse aux organismes de normalisation qui seront libres d'y répondre mais la France soutiendra la Commission dans cette démarche.